

SPECIAL CHAÎNE HUMAINE CONTRE LES HAINES

Un an après le 21 avril, la Chaîne Humaine contre les haines a organisé une mini-réunion pour faire le point de la lutte antifasciste. Pas brillant ! 4 présents, 4 excusés, mais de nombreux absents. Néanmoins, une analyse riche et des décisions d'action.

Ce document doit faire l'objet d'une diffusion massive : il ne faut pas hésiter à le multiplier.

Il a pour but de favoriser l'adhésion du plus grand nombre à l'association qui va se monter en mai 2003.

Historique : fin 1995 a lieu le fameux mouvement social dont le mot d'ordre fut : « Tous ensemble ». Un de ses effets est de mettre sur la touche l'extrême-droite. A Annecy, le 22 novembre voit la naissance d'un collectif pluraliste en réaction au meurtre de Brahim Bouarram : le CLIC, Collectif de Liaison et d'Initiatives Contre le racisme, le fascisme, la xénophobie...



**PLUS FORT
QUE LES
HAINES
LA CHAÎNE
HUMAINE**

Composé de partis politiques, de syndicats, d'associations et d'individuels, il mène avec efficacité la lutte, culminant par une manif de 15.000 personnes (pour 50.000 habitants à Annecy) contre Le Pen le 29 novembre 1997.

Huit mois auparavant, à l'occasion de la mobilisation contre le congrès du F-haine à Strasbourg, le Mouvement de la Jeunesse Communiste de France lance le réseau de la Chaîne Humaine. Celui-ci apparaît inutile en Haute-Savoie en raison de l'existence du CLIC.

Il ne sera activé qu'en juin 1998 pour animer la bataille de la pétition contre la nomination de membres du F-haine dans les établissements scolaires. Des centaines de pétitions seront signées, assurant le succès de la revendication. La décision est alors que « la Chaîne Humaine traite les questions que le CLIC ne traite pas ».

Le redéploiement de l'extrême-droite en F-haine et M-haine entraîneront le changement de nom de « Chaîne Humaine contre le F-haine » en « Chaîne Humaine contre les haines » (F-haine et M-haine).

Depuis 2001, la Chaîne Humaine a pris son indépendance par rapport à la jeunesse communiste et au CLIC, guère actifs... Elle participe activement au Comité de Soutien aux Sans-Papier, Comité de Défense du Droit d'Asile, Collectif Palestine, Collectif anti-guerre, Collectif Haut-savoyard de résistance au G8, Collectif Citoyen... et a mené des actions pour Mumia Abu Jamal, pour le droit de vote des étrangers,...

Elle a pour objet la lutte contre l'extrême-droite, ses organisations et ses idées (notamment le racisme, le fascisme et la xénophobie), mais a compétence à intervenir aussi contre l'antisémitisme, le sexisme et l'homophobie, l'anti-syndicalisme, l'anticommunisme, et pour défendre les jeunes, les chômeurs, les Sans-papiers, les retraités, les pacifistes, les anarchistes, les athées, ... soit toutes les victimes de la haine de l'extrême-droite.

Elle a aussi pour but de présenter une information alternative et pluraliste avec le journal et le site du Galopin.



N'écoutez plus les perroquets de la pensée unique!

Lisez :

Le galopin

LA DELINQUANCE, C'EST A CAUSE DES JEUNES!	CEUX QUI SONT AU CHOMAGE, C'EST LES FAINEANTS!	LES IMMIGRES NE VIENNENT ICI QUE POUR LES ALLOCS!
LA PLACE FEMME FOYER	BOUSCULEZ LES IDÉES REÇUES!	LA FRANCE A TROP DE FONCTIONNAIRES "MAMMOUTHS"!
LES ARABES NE VEULENT PAS S'INTEGRER!	LES RETRAITES SONT DES NANTIS!	ETRE MODERNE, C'EST INTERDIRE LE DROIT DE GREVE!
LES IDEES COMMUNISTES SONT ARCHAÏQUES!	LES HOMOS NE SONT PAS NORMAUX!	LES ANTIFASCISTES FONT MONTER LE F.N.!

LE BILAN DE L'EXTRÊME-DROITE

Pour faire le point de la bataille idéologique, le plus simple est de reprendre les cibles des perroquets

Les jeunes : la droite a fait passer l'été 2002 l'abrogation des ordonnances de 1945 et peut désormais emprisonner les jeunes jusqu'à 13 ans, la Loi de Sécurité Intérieure de Sarkozy a créé tout un tas de délits, notamment le rassemblement dans les immeubles... Face à cette avalanche, les réponses ont été quasi-nulles : les députés de gauche ont voté contre mais les partis n'ont pas mobilisé. Les « droitdlhommistes » comme dit Sarkozy ont fait une belle déclaration en octobre, une manif parisienne le 15 décembre et des manif partout le 11 janvier mais les mobilisations ont été symboliques. A noter à Annecy l'apathie des organisations de jeunesse.

Parmi les mesures sécuritaires, il faut rappeler la mise en service des caméras de vidéosurveillance à Annecy. En face, les réactions ont été dispersées et limitées. Courrier de la Ligue des Droits de l'Homme et de la Chaîne Humaine contre les haines, pétition du Galopin et de la C.G.T., intervention des élus P.C.F. et Verts au conseil municipal, mini-manif de la L.C.R..

Les chômeurs : hormis le fait qu'ils sont de plus en plus nombreux, pas de rejet à signaler

Les immigrés : les Sans-Papier avaient réalisé un joli coup de maître en imposant à la droite de relancer une procédure de régularisation pour laquelle aucun de ses députés ne s'était fait élire. Mais leur combat a très vite été isolé et il n'y a guère de Français dans leurs manif. Résultat, Sarkozy relance les charters sans que cela ne déclenche de manif et les réformes qu'il veut faire contre le droit d'asile ne semblent guère avoir d'opposition hors du Parlement...

Les femmes : après le retour à la criminalisation de la prostitution, noyée dans la Loi de sécurité intérieure, le gouvernement vient de dévoiler ses batteries lors de la récente conférence de la famille : il est clairement pour les femmes au foyer. Il semble qu'il y aura des réactions. A suivre...

Les fonctionnaires : l'édito du Galopin 11 disait « Les fonctionnaires sont confrontés à une attaque totale : réforme constitutionnelle pour transférer les ATOSS (Administratifs, Techniciens, Ouvriers, de Service et de Santé) aux régions, avant de privatiser leurs tâches ; « réforme » des retraites pour confisquer ce salaire différé au profit des baisses d'impôts des plus riches ; l'A.G.C.S., Accord général pour le Commerce des Services, quant à lui, permettra, à l'issue de négociations secrètes, de détruire entre autres l'éducation, la santé » ... Les réactions syndicales semblent à la hauteur. Les politiques et ATTAC semblent suivre. Prochains rendez-vous : le 6 et 13 mai.

Les retraités : cette fois, c'est ce numéro 12 qui y consacre 3 pages, les actions des 13 et 25 mai devraient être massives, plus que les 1^{er} février et 3 avril. Peut-être va-t-on refaire 1995. Mais, il ne faudra pas refaire les mêmes erreurs : les syndicats ont lâché très vite en raison de l'arrivée des vacances de Noël, et les politiques de gauche sont restés trop éloignés...

Les Arabes : les média mènent depuis quelque temps une campagne particulièrement vicieuse sur le thème « Il y a un regain de l'antisémitisme. C'est la faute des Arabes ». Voire de l'extrême-gauche, du P.C.F., des Verts... Les « Sharonistes » qui défendent une vision de droite extrême prônée par les anti-Palestiniens d'Israël ont un accès aux média trop disproportionné pour que l'on ne s'interroge pas. En tout cas, il faut venir en aide à toutes leurs victimes : Arabes, militants et surtout juifs démocratiques !

Les homosexuels : à part des allusions déplacées des « Verts du CLIC » à l'encontre du jeune militant R.P.R. qui avait une chemise rose, pas de rejet à signaler

Les syndicalistes : le journal de la C.G.T. d'avril 2003 consacre la totalité de sa page 2 aux attaques répétées contre les militants syndicaux : à EDF, une retenue sur salaire de 960€ (6.300 F) sur salaire, chez Prosys, un délégué est frappé et chassé manu militari, au lycée agricole des Contamines/Arves, un délégué est victime de harcèlement, à la C.P.A.M., des élus sont poursuivis aux prud'hommes et on leur demande 5.100 € (33.500F !), au Crédit Agricole, un délégué syndical est muté brutalement, le tribunal administratif a cassé la condamnation de l'entreprise Bourgeois suite à un licenciement abusif, le Galopin 11 avait cité le cas de la militante du GRETA Nord-Isère non titularisée après 11 ans de bons et loyaux services... La CGT conclut que pour aller dans la casse des acquis sociaux, le pouvoir veut « pacifier » les entreprises, c'est-à-dire exterminer les militants qui les défendent. Ces problèmes ne doivent pas être à la charge des seuls syndicats : partis, associations, et citoyens doivent les aider !

Les communistes : ce qui est spectaculaire, c'est que personne ne prend leur défense, alors qu'ils sont attaqués de toutes parts. Or, l'AGCS, les attaques contre les droits syndicaux, les retraites, les fonctionnaires, les étrangers... n'auraient pas la même ampleur si le P.C.F. était plus fort. Yvon Gattaz le disait dans les années 1980 « On ne mène pas la même politique si le P.C.F. fait 10% ou s'il fait 20% ». D'où le combat à mener perpétuellement quand les responsables d'ATTAC, qui mènent a priori le même combat anti-capitaliste s'acharnent sur ce parti... La Chaîne Humaine est bien seule dans ce combat, que bien des communistes ont déserté !

A noter que d'autres sont victimes, à une moindre échelle du même ostracisme : tous ceux qui défendent des politiques alternatives au facho-libéralisme (communistes mais aussi anarchistes, écologistes de gauche, pacifistes... sont confrontés au même refus de débattre). Les tenants de la pensée unique ne présentent aucun argument, ils se contentent de rejeter sans étudier.

Les antifascistes : on ne peut guère dire qu'ils soient attaqués à proprement parler. Ils sont totalement censurés !

La fin du CLIC

Le CLIC n'est plus ni un Collectif, ni une Liaison, n'a plus d'Initiative et n'est plus Contre le racisme, le fascisme, la xénophobie...

Confisqué par un petit groupe autour du Président Fumex, il n'a agi dans aucun des combats ci-dessus. En revanche, il s'est transformé en agent électoral des Verts lors du débat truqué « Jeunes face aux politiques », il exclut les militants qui défendent les étrangers en fixant ses réunions en même temps que les deux comités. Il n'y a pas de compte-rendu, encore moins de sollicitation. La Fête du Métissage 2003, unique initiative depuis juin 2002 n'a pas invité le P.S., le P.C.F., la L.C.R., la Jeunesse Communiste, ni même Atlas, qui ne se savait pas mal vu... Cela montre les limites d'un collectif informel, qui peut être confisqué...

Les actions et les perspectives de la Chaîne Humaine contre les haines

En tant que réseau, la Chaîne Humaine a fait circuler des informations alternatives : pour la manif anti-Le Pen du 24 avril 2002, pour la mobilisation anti-guerre les 20 et 22 mars, pour les « 4 chiffres à diffuser sur les retraites (en milliards de francs) » Fonds des retraites prévu par Jospin pour 2020 : 1.000 Coût annuel du chômage : **1.100** ; Surcoût dû au départ des fonctionnaires du baby-boom : 200, 10% du PIB gagné par les profits contre les salaires en 25 ans : **900**.

Le journal et le site permettent de diffuser des informations dont la qualité est reconnue et de populariser des pétitions : pour une sécurité non sécuritaire, pour que les médias se resaisissent, contre la vidéosurveillance... Les cartes postales à Chirac « Non à la guerre en Irak » ont été un succès.

Mais un réseau a aussi ses limites, les mêmes qu'un collectif.

Il a donc été décidé de constituer une association loi 1901. Cela permet de fixer des statuts et des responsables, d'obtenir des salles, des subventions, et éventuellement de faire usage de sa personnalité juridique en tant que partie civile, mais aussi à titre personnel.

A la question « N'est-ce pas une chapelle de plus », il est répondu que l'antifascisme politique n'est porté par aucune autre organisation en Haute-Savoie, l'antifascisme ne mobilisant guère d'énergies et le choix citoyen étant un plus par rapport à d'autres organisations.

A la question « Des organisations, partis, syndicats, associations, collectifs ... pourront-ils adhérer », la réponse est un OUI catégorique.

A la question « La Chaîne Humaine est-elle liée à un parti politique », la réponse est non, mais ses responsables sont libres de soutenir le parti de leur choix (sauf l'extrême-droite) et les adhérents sont même invités à renforcer les partis de leur choix.

La question de l'intégration de la Chaîne Humaine contre les haines dans les réseaux antifasciste (Ras L'Front) et d'information alternative (Indymédia) n'a pas été traitée, mais elle ne devrait pas poser de problème.

POUR SOUTENIR LA CHAINE on peut envoyer des articles et participer aux réunions.

Adresse : Pierre BOUKHALFA 2, avenue Pierre Mendès France 74960 CRAN-GEVRIER

Mél : pierre.boukhalfa@worldonline.fr ; site <http://galopin74.free.fr>

Pour continuer à lutter, m'informer et recevoir « Le Galopin » régulièrement :

Je donne ce que je veux

j'suis jeune (ou pas) et fauché

Je donne 50F (7.62€)

j'suis vieux (ou pas) et fauché (mais moins)

Je peux donner plusF

j'ai l'âge que je veux (ou pas !)

Je veux donner de mon temps

j'ai envie d'ajouter mon grain de sel pour faire monter la mayonnaise

NOM :Prénom :

Adresse:

Code Postal : Ville :

Téléphone :E-mail :